

**N° DP 24/26**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ENGAGEMENT D'UNE PROCEDURE DE MEDIATION RELATIVE AU BILAN DE FIN DE CONTRAT DE CONCESSION PLAISANCE DU PORT DE TOULON AVEC LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR (CCIV) ET DESIGNATION DU CABINET ERNST & YOUNG POUR REPRESENTER LA METROPOLE**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau et en particulier son article 5.2 relatif à l'engagement des procédures alternatives aux litiges,

**VU** l'accord de médiation, ci-joint,

**VU** la convention d'assistance, ci-jointe

**CONSIDERANT** le désaccord né entre la Métropole et la CCIV, titulaire du contrat de concession du port de Toulon Plaisance, arrivé à terme au 31/12/2023 concernant l'état de la trésorerie de fin de contrat,

**CONSIDERANT** la volonté commune des parties de recourir à une médiation afin d'éviter un contentieux et de recourir aux services de Monsieur Xavier Libert, Président du Tribunal Administratif et de Cour Administrative d'Appel honoraire,

**CONSIDERANT** la nécessité de se faire accompagner par un cabinet conseil : ERNST & YOUNG, société d'avocat, dans le cadre de cette procédure relative au bilan de clôture de la concession plaisance dans les conditions et pour les prestations mentionnées au projet de convention ci-joint.

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ENGAGER** une procédure de médiation relative au bilan de clôture de la concession de plaisance du port de Toulon avec la CCIV.

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** l'accord de médiation adressé par le médiateur Monsieur Libert et de lui régler les honoraires correspondants, soit 700 € TTC par réunion.

### **ARTICLE 3**

**DE DESIGNER** le cabinet ERNST & YOUNG pour assister la Métropole dans cette procédure.

### **ARTICLE 4**

**DE SIGNER** la convention d'assistance et d'honoraire correspondante.

## **ARTICLE 5**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget annexe Toulon port de commerce 2024.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

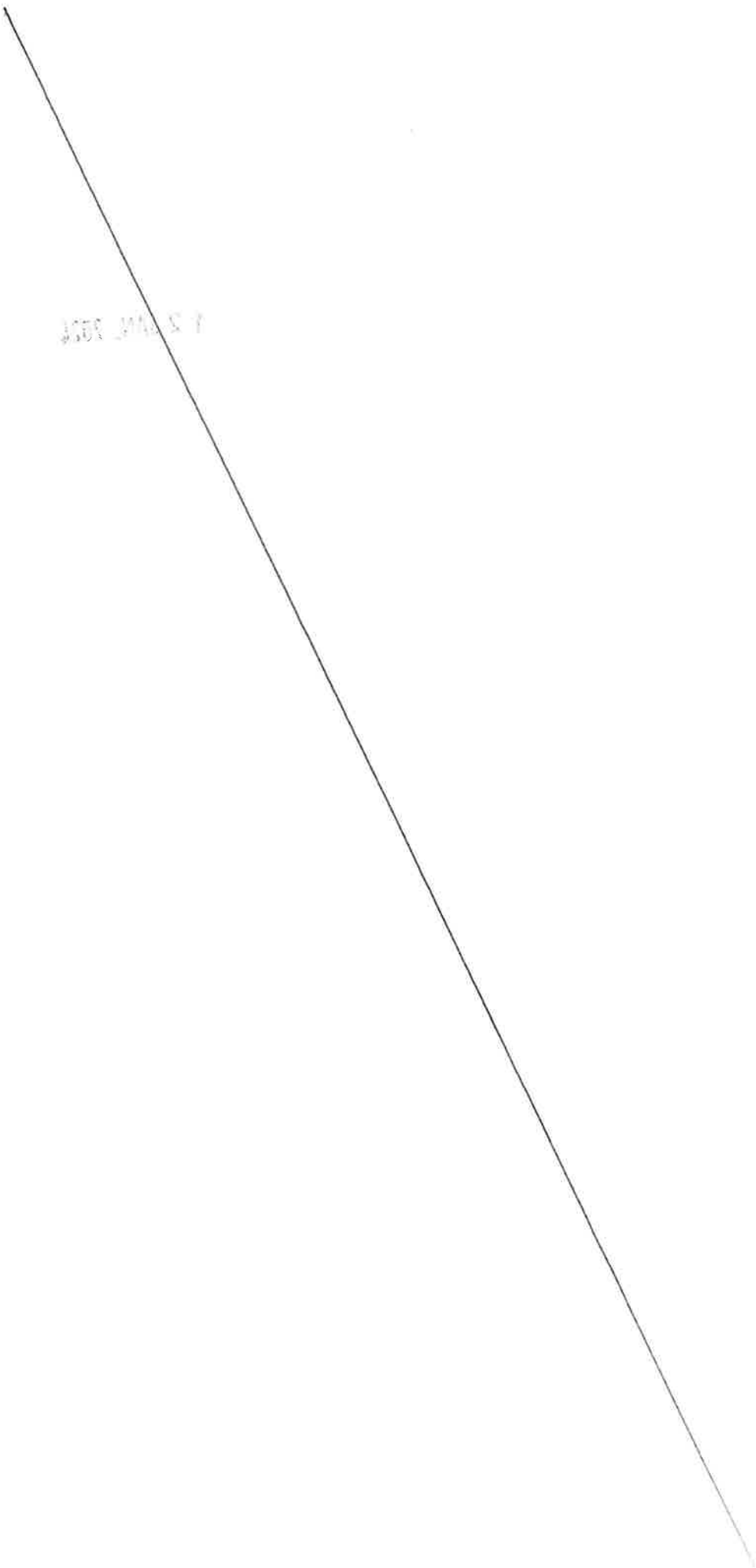
Fait à Toulon, le

**12 JAN. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





1000 1000 1000

## ACCORD DE MEDIATION

---

La Chambre de commerce du Var est titulaire d'un contrat de concession du port de plaisance de Toulon que lui avait attribué la Métropole Toulon Provence Méditerranée venant à échéance le 31 décembre 2023 qui, après une nouvelle mise en concurrence ne lui a pas été renouvelé. Un désaccord est survenu sur l'état de la trésorerie en cette fin de contrat. Les deux parties se sont mises d'accord pour tenter de résoudre leur différent en ayant recours à une médiation et se sont entendu pour faire appel aux services de Monsieur Xavier Libert, président de tribunal administratif et de cour administrative d'appel honoraire, médiateur.

C'est dans ces conditions que :

Le médiateur, les parties et leurs conseils s'engagent à une confidentialité totale sur toutes les informations et propositions d'accord transmises entre les parties, ou entre elles et lui-même, sur tous les propos, tous les courriers ou documents échangés, sauf accord contraire entre les parties et ce, vis-à-vis de l'ensemble des tiers et notamment de la juridiction qui pourrait avoir à connaître du litige en cas d'échec de la médiation. Le médiateur s'engage à ne fournir aucun rapport sur le contenu de la médiation à quiconque. Cet engagement de confidentialité subsistera après la fin de la médiation quelle qu'en soit l'issue.

Les parties acceptent le montant des honoraires du médiateur d'un montant de 700 euros TTC par réunion, incluant les tâches d'organisation, de prise de connaissance et d'étude des dossiers, auquel il convient d'ajouter la prise en charge de ses frais de transport, répartis en parts égales entre les parties.

Fait à Paris, le xxx 2024

---

Xavier Libert  
Médiateur

---

Parties

---

Conseil des parties

Bon pour accord sur le Contrat Ernst & Young Société d'Avocats en date du :

---

***[Dûment mandaté pour engager la Métropole]***

PJ:

- ▶ Annexe 1 : Descriptif des Services
- ▶ Annexe 2: Conditions Générales d'Exécution des Services

## **Annexe 1**

### **Descriptif des Services**

La présente Annexe Descriptif des Services vient préciser ou amender les Conditions Générales d'Exécution des Services jointes.

Excepté s'il en est disposé différemment dans la présente Annexe, celle-ci fait partie intégrante du Contrat. Il est entendu que les termes et conditions spécifiques mentionnés dans cette Annexe ne concernent que les Services décrits dans cette dernière et ne peuvent s'appliquer à une autre mission.

Les termes en majuscules ne faisant pas l'objet d'une définition dans ce Descriptif des Services seront interprétés conformément aux Conditions Générales d'Exécution des Services.

#### **1. Description des Services**

Vous voudrez bien trouver ci-dessous le détail des travaux (les « Services ») que nous vous proposons de réaliser :

Un protocole bipartite entre la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (ci-après « la CCI ») et la Métropole a été rédigé en 2019. Ce protocole vise à établir les règles relatives au bilan de clôture de la concession plaisance dont le terme est fixé au 31 décembre 2023.

Certains termes du protocole, notamment les modalités de transfert des provisions sociales, des agents et des biens, ont, après négociations, été approuvés par les deux parties. En revanche, la question de la trésorerie, soit l'excédent sur le fonds de roulement après apurement des différentes dettes et passifs de la concession, reste à ce jour toujours en débat.

La CCI estime pouvoir récupérer ces fonds, la Métropole estimant au contraire pouvoir en disposer. Les enjeux, non chiffrés, portent sur plusieurs millions d'euros.

Afin de ne pas retarder l'application du transfert des principaux actifs de la concession au profit du nouveau délégataire qui sera nommé prochainement, la Métropole a proposé à la CCI la mise en œuvre d'une médiation.

A ce titre, nous vous proposons les services suivants, décomposés en cinq (5) missions :

- Proposition d'un médiateur, d'un planning de médiation et d'une procédure en lien avec la Cci et son conseil.
- Rédaction d'un mémoire sur la position de la Métropole. Ce mémoire reprendra les clauses du contrat en cours, la jurisprudence relative au devenir de la trésorerie résiduelle et les moyens permettant de défendre les intérêts de la Métropole.
- Trois réunions de médiations au cours desquelles il sera débattu avec le médiateur des positions des parties. A l'issue de chaque réunion, nous rédigerons un compte-rendu détaillé.
- La rédaction d'un protocole d'accord.
- La prise en charge, au besoin, d'une validation du protocole par un juge administratif afin de sécuriser la décision qui sera prise par la Métropole.

## **2. Limitations concernant nos travaux**

Sont exclues du présent contrat les prestations de représentation en justice au sens de l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique.

## **3. Vos obligations**

Néant

## **4. Contacts**

Le projet sera placé sous la responsabilité de Reynald BRIEC, Avocat- Associé.

## **5. Gouvernance – Suivi de la mission**

Nous vous informerons périodiquement de l'avancement de nos travaux. Nous échangerons périodiquement et à la fin de la réalisation de nos Services.

Nos échanges auront pour objet de nous informer mutuellement de tout événement significatif susceptible d'avoir un impact sur l'exécution du Contrat, de déterminer ensemble, le cas échéant, la solution appropriée à toute difficulté rencontrée, et de vous permettre de prendre les décisions nécessaires.

Par ailleurs, sous réserve des stipulations de l'article « Durée », s'il s'avérait nécessaire de modifier les termes du Contrat pour quelque motif que ce soit, nous nous engageons réciproquement à nous rencontrer dans les meilleurs délais pour convenir des termes de l'avenant qui devra être conclu entre nous.

## **6. Autres dispositions**

### **6.1 Environnement juridique**

Le périmètre de nos Services est limité aux seules questions juridiques pour lesquelles vous nous avez demandé de vous délivrer un conseil.

Nos Services seront réalisés dans le cadre d'une obligation de moyens, au vu de l'état du droit en vigueur au jour où nous rendrons nos travaux.

Le cas échéant, il est important que vous nous demandiez de revoir nos travaux et conclusions si une transaction devait être différée ou renouvelée, ou si une opération apparemment similaire devait être réalisée. En effet, nos conclusions pourraient s'avérer inexactes compte tenu d'un contexte différent.

Dans nos conclusions, nous pouvons être amenés à mentionner des zones de risques qui pourraient être identifiées par les administrations en charge du contrôle du respect des obligations fiscales et sociales (Administration fiscale, URSSAF,) et les moyens par lesquels de tels risques pourraient être réduits. Il est bien évidemment impossible de garantir que ces administrations ne contesteront pas une opération ou de garantir le résultat de cette remise en cause.

Si vous deviez avoir des contacts avec ces administrations sur des opérations sur lesquelles nous vous conseillons, nous vous recommandons de nous contacter.



## **6.2 Droits de propriété intellectuelle**

Si, durant l'exécution du Contrat, vous mettiez à notre disposition des outils et/ou documents (par exemple progiciels, applications, bases de données, rapports de tiers) couverts par des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, vous nous concéderiez un droit non exclusif d'utilisation et d'exploitation desdits droits et ce afin de nous permettre d'exécuter les Services et nos obligations légales et/ou professionnelles (archivage, ...).

A ce titre, vous nous garantisiez la jouissance paisible sur ces outils et/ou documents. A défaut, vous ferez votre affaire personnelle et supporterez seul toutes les conséquences de toutes éventuelles revendications de tiers, nous garantissant ainsi contre tout recours.

## **6.3 Références**

Par dérogation à l'article 48 des Conditions Générales d'Exécution des Services, vous nous autorisez, à l'issue de la réalisation des Services, dans le cadre de procédures d'appel d'offre public ou privé et d'attribution de marchés publics, à citer, à titre de référence, votre nom et/ou votre dénomination.

Cette citation de votre nom pourra être accompagnée de votre logo.

## **6.4 Notre personnel**

Si nous devons réaliser des Services dans vos locaux, nous nous engageons à respecter les conditions d'hygiène et de sécurité dont vous nous communiquerez la teneur avant le début de nos Services. Cet engagement suppose que notre personnel bénéficie de la même protection que vos personnels. Vous assumerez les coûts additionnels consécutifs à la mise en œuvre desdites conditions.

En vertu de l'autorité hiérarchique et disciplinaire que nous exerçons sur notre personnel, celui-ci restera placé sous notre contrôle effectif durant la complète exécution des Services, y compris en cas d'assistance.

L'indisponibilité de nos collaborateurs ne pourra en aucun cas constituer un motif de résiliation, quelle qu'en soit la raison (notamment maladie, démission, cause indépendante de notre volonté). A cet égard, nous nous engageons à remplacer ce ou ces collaborateur(s) dans les meilleurs délais.

## **6.6 Durée**

Le Contrat entrera en vigueur au jour de sa signature et se terminera à l'issue des travaux visés au point 1 – description des services.

## **6.8 Résolution des litiges**

En application des règles professionnelles applicables aux avocats, Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats sera saisi de tous litiges relevant de sa compétence

## **7. Honoraires, frais et modalités de facturation**

### **7.1 Honoraires**

Les dispositions générales applicables en matière d'honoraires et de frais sont précisées dans les Conditions Générales d'Exécution des Services.

Nos honoraires et frais sont exprimés et payables en euros. En complément des dispositions contenues dans les Conditions Générales d'Exécution des Services en matière d'honoraires et frais, il convient d'apporter les précisions complémentaires suivantes :

Conformément au point 1 "description des services", chaque mission est indépendante. Vous pourrez mettre un terme à notre assistance à l'issue de chaque mission et ce sans pénalités.

Les montants ci-après intègrent les réunions et débours.

- Proposition d'un médiateur, d'un planning de médiation et d'une procédure en lien avec la Cci et son conseil : 1 jour / 1100€ HT.
- Rédaction d'un mémoire sur la position de la Métropole. Ce mémoire reprendra les clauses du contrat en cours, la jurisprudence relative au devenir de la trésorerie résiduelle et les moyens permettant de défendre les intérêts de la Métropole : 3 jours / 3300€ HT.
- Trois réunions de médiations au cours desquelles il sera débattu avec le médiateur des positions des parties. A l'issue de chaque réunion, nous rédigerons un compte-rendu détaillé : 3 jours / 3300€ HT.
- La rédaction d'un protocole d'accord : 2 jours / 2200€ HT.
- La prise en charge, au besoin, d'une validation du protocole par un juge administratif afin de sécuriser la décision qui sera prise par la Métropole : 1 jour / 1100€ HT.

Nous attirons votre attention sur le fait que ce taux concerne exclusivement les Services décrits ci-dessus. Si au cours de l'exécution du Contrat nous devons réaliser des travaux complémentaires, soit à votre demande, soit en raison de la complexité du projet que vous envisagez, nous vous communiquerons dans les meilleurs délais un descriptif des travaux envisagés et les honoraires correspondants, ou le cas échéant, nous discuterions avec vous de l'opportunité de signer un nouveau Contrat pour couvrir ces travaux.

## **7.2 Modalités de paiement**

Nos factures correspondant aux Services réalisés et aux frais engagés seront émises au fur et à mesure de l'élaboration de nos travaux. Elles sont exigibles à réception.

Dès lors que vous exigez, au titre de mention obligatoire devant figurer sur nos factures, un numéro de bon commande (purchase order), il vous appartient de nous adresser ledit numéro dans un délai d'au plus 15 jours à compter de la signature du Contrat. A défaut, vous ne pourrez nous refuser le paiement desdites factures au motif qu'elles ne comportent pas ledit numéro.

## Annexe 2

### Conditions Générales d'Exécution des Services

#### Nos relations avec vous

1. Nous exécuterons les Services dans le respect des standards professionnels applicables.
2. Nous sommes membres du réseau international EY constitué d'entités (« **Entités EY** ») juridiquement distinctes les unes des autres.
3. Nous exécuterons les Services de manière indépendante et non en qualité d'employé, de mandataire, d'associé ou de membre de toute forme d'association avec vous. Aucun de nous n'a un quelconque droit, pouvoir, mandat, ou autorité pour engager l'autre.
4. Nous pourrions confier l'exécution d'une partie des Services à d'autres Entités EY. Nous pourrions également sous-traiter une partie des Services à d'autres prestataires de services dans le respect de la loi applicable. Ces Entités EY et ces sous-traitants pourront être en contact direct avec vous. Toutefois, nous serons seuls responsables à votre égard au titre des Rapports, (tels que définis au paragraphe 11), de l'exécution des Services et des autres obligations à notre charge résultant du Contrat.
5. En aucun cas nous n'assumerons de responsabilité de gestion ou de direction au titre des Services. Nous déclinons toute responsabilité relative à l'utilisation ou la mise en œuvre des résultats des Services.

#### Vos obligations

6. Il vous appartiendra de désigner une personne qualifiée pour suivre la réalisation des Services. Vous êtes responsable de l'ensemble des décisions de gestion relatives aux Services, de l'utilisation ou de la mise en œuvre des résultats des Services, ainsi que de l'appréciation de l'adéquation des Services à vos besoins.
7. Il vous incombera de nous fournir (ou de vous assurer que des tiers nous fournissent) sans délai les informations, ressources et assistance (y compris l'accès aux documents, systèmes, locaux et interlocuteurs) que nous solliciterons légitimement et/ou dont nous aurions besoin pour être en mesure d'exécuter les Services.
8. Au mieux de votre connaissance, toutes les informations communiquées par vous ou en votre nom (« **Informations du Client** ») sont et/ou seront exactes et complètes dans tous leurs aspects essentiels. La transmission des Informations du Client à notre profit ne devra contrevenir à aucun droit de propriété intellectuelle ou autres droits appartenant à des tiers.
9. Nous nous fonderons sur les Informations du Client qui nous seront communiquées. Sauf accord exprès contraire, nous ne serons pas tenus d'évaluer ou de vérifier ces informations.
10. Vous serez responsables du respect par votre personnel des obligations qui vous incombent au titre du Contrat.

#### Nos Rapports

11. Tous les avis, informations, recommandations ou autres contenus de tous produits finis (y inclus les livrables) listés dans le Descriptif des Services (« **Produits Finis** »), ainsi que les rapports, présentations ou autres communications, que nous vous remettrons au cours du Contrat (ensemble, les « **Rapports** »), autres que les Informations du Client, sont (conformément à l'objectif des Services) réservés à votre seul usage interne y inclus votre Conseil d'Administration, votre Comité d'Audit ou vos commissaires aux comptes.
12. Vous ne pourrez pas divulguer un Rapport (ou une partie ou un résumé d'un Rapport) à un tiers (y compris aux entités de votre groupe), nous mentionner ou faire référence à une quelconque autre Entité EY au titre des Services, sauf dans les cas de communication suivants :
  - (a) à vos avocats (sous réserve qu'ils soient soumis aux mêmes restrictions de divulgation), et uniquement pour leur information dans le cadre des Services,

(b) dans la mesure où cette communication serait requise par la loi et répondrait aux objectifs poursuivis par ladite loi (ce dont vous nous informerez immédiatement dans la mesure où vous êtes autorisés à le faire par la loi),

(c) à d'autres personnes (y compris les entités de votre groupe), sous réserve de notre accord préalable écrit, celles-ci ne pouvant utiliser le Rapport que conformément à ce que nous aurons expressément consenti, ou

(d) dans la mesure où un Rapport contiendrait des Conseils Fiscaux et ce dans les conditions définies au paragraphe 13.

Si vous êtes autorisés à divulguer un Rapport (ou une partie de celui-ci), vous devrez le faire dans le format que nous vous aurons remis, sans altération, modification, ou suppression.

Pour les besoins du présent Contrat, le terme « entités de votre groupe » signifie toute personne morale ou physique qui vous contrôle, ou est contrôlée, conjointement ou non, par vous, et le terme « contrôler » signifie avoir la capacité d'exercer une influence dominante sur une entité que ce soit par contrat, par la détention de titres de capital et/ou de droits de vote, ou par tout autre moyen.

13. Vous pourrez divulguer un Rapport (ou une partie de celui-ci) à des tiers uniquement dans l'hypothèse où il concerne des sujets fiscaux, y inclus des conseils fiscaux, des consultations, des déclarations fiscales ou tous autres traitements fiscaux ou structurations fiscales d'une quelconque opération objet des Services (« **Conseils Fiscaux** »). A l'exception des autorités fiscales, vous devrez informer ceux à qui vous divulgerez les Conseils Fiscaux qu'ils ne peuvent se fonder dessus pour quelque raison que ce soit sans notre consentement préalable écrit.
14. Vous pourrez incorporer dans des documents que vous souhaitez utiliser nos résumés, calculs ou tableaux basés sur des Informations du Client contenus dans notre Rapport, à l'exclusion de nos recommandations, conclusions ou constats. Vous demeurerez seul responsable du contenu de ces documents et vous ne pourrez faire référence ni à nous-mêmes, ni à une quelconque autre Entité EY à leur propos.
15. Vous ne pourrez vous fonder sur aucun projet de Rapport. Nous ne serons pas tenus de mettre à jour un Rapport final dans le cas de circonstances dont nous aurions connaissance postérieurement à sa remise ou d'événements postérieurs.

#### Limitations

16. Vous (et tout autre bénéficiaire des Services) ne pourrez prétendre à aucune indemnisation pour des dommages indirects invoqués au titre du Contrat ou des Services, que l'éventualité de tels dommages ait été envisagée ou non.
17. Les dommages et intérêts de quelque nature que ce soit que vous (et tout autre bénéficiaire des Services) pourriez obtenir de notre part sur la base de réclamations relatives au Contrat, ne sauraient excéder en montant cumulé la plus élevée des deux sommes suivantes : soit cent mille euros (100 000 €), (i) soit deux fois le montant des honoraires (hors frais) relatifs aux Services ayant directement provoqué le dommage ou (ii) si ce montant ne peut être déterminé, deux fois le montant des honoraires (hors frais) stipulés dans le Contrat.

Il est entendu que lorsque les honoraires sont facturés en mode régie, le montant des honoraires (hors frais) relatifs aux Services ayant directement provoqué le dommage est égal au montant des honoraires correspondant aux Services réalisés à la date de première notification par écrit d'un manquement contractuel.

18. Si nous sommes responsables à votre égard (ou à l'égard de tout autre bénéficiaire des Services) en application du Contrat ou du fait des Services, d'un préjudice ou d'un dommage auquel d'autres personnes auraient contribué, toute solidarité avec ces dernières est expressément exclue aux termes du Contrat.



19. Toute réclamation ou action relative au Contrat devra être introduite dans un délai de deux (2) ans à compter du jour où l'auteur de la réclamation a ou aurait dû avoir connaissance des faits lui permettant de l'exercer. Toute réclamation devra être formulée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.
20. Les limitations du paragraphe 17 ne sont pas applicables aux pertes ou dommages consécutifs à un dol ou une faute lourde. De même, elles ne s'appliquent que dans les limites de la loi ou des réglementations professionnelles.
21. Vous ne pouvez formuler aucune réclamation, ni tenter aucune action concernant les Services ou le Contrat à l'encontre d'une autre Entité EY, de nos ou de ses membres, actionnaires, administrateurs, dirigeants, associés, directeurs ou employés (« **Personnes EY** »). Vous devez formuler toute réclamation ou tenter toute action uniquement contre nous à l'exclusion de toute autre personne.

Tous les éventuels recours et/ou actions, tant amiables que judiciaires concernant (i) vous-même ou une des entités de votre groupe bénéficiaire des Services et/ou (ii) nous-même ou une des Entités EY, seront conduits exclusivement dans le cadre du Contrat au titre d'une centralisation des recours entre nous-même (ou notre successeur) et vous-même (ou votre successeur).

Vous vous portez fort de ce que les entités de votre groupe vous donneront tout pouvoir pour centraliser tout recours et/ou action dans le cadre du Contrat.

L'ensemble des paragraphes de la section « Limitations » ci-dessus revêt un caractère impératif et essentiel, ces termes constituant un élément déterminant du Contrat. Ces dispositions survivront à l'échéance du Contrat, y compris en cas de résiliation/ résolution.

## Indemnité

22. Dans le respect de la loi et de la réglementation professionnelle applicable, vous nous indemnisez, ainsi que les autres Entités EY et les Personnes EY pour toutes réclamations de tiers (y compris les entités de votre groupe ainsi que vos avocats) et mises en cause subséquentes, pertes, dommages, frais et débours (y compris les frais de conseils externes et internes) nés de l'usage d'un Rapport ou de l'appui sur un Rapport (incluant les Conseils Fiscaux) par un tiers à la suite de la divulgation du Rapport que celle-ci soit réalisée par vous-même, par votre intermédiaire, ou à votre demande. Vous n'aurez aucune obligation de ce type dans les cas où nous aurons spécifiquement autorisé par écrit un tiers à se fonder sur le Rapport.

## Droits de propriété intellectuelle

23. Dans le cadre de l'exécution des Services, nous pouvons utiliser des données, des logiciels, des études, des programmes, des outils, des modèles, des systèmes et autres méthodologies et savoir-faire (« **Eléments** ») qui nous appartiennent ou pour lesquels nous bénéficions d'une licence. Nonobstant la remise de Rapports, nous conservons tous les droits de propriété intellectuelle sur les Eléments (y compris toutes améliorations ou connaissances développées au cours de l'exécution du Contrat), ainsi que les droits relatifs aux documents de travail constitués dans le cadre des Services (à l'exclusion des Informations du Client qu'ils intègrent).
24. À compter du paiement des Services, vous pouvez utiliser, dans le respect des termes du Contrat, tous Eléments inclus dans les Rapports, ainsi que les Rapports eux-mêmes.

## Confidentialité

25. Sauf stipulation contraire du Contrat, aucun de nous ne peut divulguer à des tiers le contenu du Contrat ou toute autre information (autre que les Conseils Fiscaux) fournie par l'autre partie ou en son nom, et qui devrait légitimement être considérée comme confidentielle et/ou comme étant protégée. Toutefois, chacun de nous peut divulguer de telles informations dans la mesure où elles :
- (a) sont ou deviennent publiques autrement qu'à la suite d'une inexécution du Contrat ;

- (b) sont ultérieurement reçues d'un tiers qui, à la connaissance du récipiendaire, n'est tenu, concernant ces informations, à aucune obligation de confidentialité envers celui qui les a divulguées.
- (c) étaient déjà connues du récipiendaire au moment de la divulgation ou ont été créées par la suite de façon indépendante.
- (d) sont divulguées dans la mesure nécessaire à l'exercice des droits du récipiendaire au titre du Contrat ; ou
- (e) doivent être divulguées en vertu de la loi, d'une procédure légale ou des réglementations professionnelles applicables.

Nous conserverons une copie des seuls documents nécessaires à la tenue des dossiers de travail constitués selon les règles professionnelles applicables au sein du Réseau EY

26. Chacun de nous accepte que des moyens de communication électroniques puissent être utilisés pour correspondre ou transmettre des informations ; une telle utilisation ne constituera pas en elle-même une violation d'une quelconque obligation de confidentialité en vertu du Contrat.
27. Sauf disposition légale contraire, nous pouvons être amenés à communiquer des Informations du Client à d'autres Entités EY, à des Personnes EY et des prestataires de services agissant pour notre compte qui peuvent collecter, utiliser, transférer, archiver ou effectuer tout autre traitement (collectivement « **Traiter** ») dans différents pays dans lesquels ils interviennent pour des finalités en lien avec la réalisation de la prestation, pour se conformer à des contraintes légales, à des fins de gestion de l'indépendance, de la gestion de la qualité et des risques ou pour la gestion de la facturation et/ou à des fins de supports administratifs et informatique ou afin de vous informer sur les services d'EY (collectivement « **Finalité de Traitement** »). Nous sommes responsables de la protection de la confidentialité des Informations du Client.
28. Quelle que soit la nature des Services, dans la mesure où les règles de la US Securities and Exchange Commission sur l'indépendance des auditeurs s'appliquent aux relations entre une Entité EY et vous ou l'une quelconque de vos parties liées, vous garanzissez qu'au mieux de votre connaissance, à la date du Contrat, ni vous-même ni aucune entité de votre groupe n'est convenu avec un autre conseil, par oral ou par écrit, de restreindre votre faculté de divulguer les traitements fiscaux ou les structurations fiscales d'une quelconque opération objet des Services. Un accord de cette nature pourrait affecter l'indépendance d'une Entité EY quant à votre audit ou à celui de l'une des entités de votre groupe, ou nécessiter des communications fiscales spécifiques au titre de ces limitations. Par conséquent, vous acceptez la responsabilité de toute conséquence d'un tel accord.

## Protection des données personnelles

29. Pour les Finalités de Traitements visées à la Section 27 ci-dessus, nous et les autres Entités EY, les Personnes EY et les prestataires de services agissant pour notre compte peuvent Traiter les Informations du Client qui peuvent être liées à des personnes physiques déterminées (« **Données Personnelles** ») dans différents pays (y incluant des pays en dehors de l'Union Européenne) dans lesquels nous et les parties prenantes précitées interviennent (la localisation des Entités EY figure sur [www.ey.com](http://www.ey.com)). Nous Traiterons les Données Personnelles conformément à la loi et à la réglementation professionnelle applicables, en particulier (sans que cela soit exhaustif), la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Nous demanderons à tout prestataire de services qui Traite des Données Personnelles pour notre compte d'adhérer à ces mêmes exigences. Les droits d'accès et de rectification des Données Personnelles, et le droit d'opposition s'il est applicable (sur un fondement légitime), peuvent être exercés à l'adresse suivante : [informatique.libertes@fr.ey.com](mailto:informatique.libertes@fr.ey.com).
30. Vous garanzissez que vous êtes habilités à nous communiquer les Données Personnelles en liaison avec la réalisation des Services et que les Données Personnelles qui nous ont été fournies ont été Traitées conformément à la loi applicable.

## Honoraires et frais

31. Vous réglerez nos honoraires et frais relatifs aux Services conformément à ce qui est précisé dans le Descriptif des Services applicable. Vous devrez également nous rembourser tous les autres frais raisonnablement engagés dans le cadre des Services. Nos honoraires sont exprimés hors taxes ou charges similaires, ainsi que hors droits de douane ou prélèvements obligatoires applicables aux Services. Vous devrez régler l'ensemble de ces charges (à l'exclusion des taxes sur nos résultats). Sauf disposition contraire prévue par le Descriptif des Services, le paiement est exigible trente (30) jours après la réception de chaque facture.

Conformément à la loi, en cas de retard de paiement, des intérêts de retard au taux de trois (3) fois celui de l'intérêt légal en vigueur seront dus de plein droit, outre une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros, sans préjudice de tous frais de recouvrement exposés en sus de ce montant.

32. Nous pourrions facturer des honoraires complémentaires si des événements qui ne sont pas exclusivement de notre fait ont une incidence sur notre capacité à réaliser les Services comme prévu initialement ou si vous nous demandez d'exécuter des travaux complémentaires.
33. Si nous devons, en vertu de la loi applicable, d'une procédure légale ou d'une autorité publique, témoigner ou produire des informations relatives aux Services ou au Contrat, vous devrez nous rembourser le temps exposé et les frais engagés (y compris les frais de conseils externes ou internes) pour répondre à cette demande, sauf si nous sommes partie à la procédure ou objet de l'enquête.

## Force majeure

34. Aucun de nous ne sera responsable d'un manquement au Contrat (autre que les obligations de paiement) en cas de force majeure, telle que définie à l'article 1218 du Code civil. En cas de survenance de circonstances susceptibles de porter atteinte significativement à la sécurité, la sûreté ou la santé de nos collaborateurs, nous vous informerons des conséquences sur l'exécution du Contrat et, le cas échéant, de notre impossibilité d'en poursuivre l'exécution, sans qu'aucune responsabilité ne puisse être retenue contre nous de ce fait.

D'un commun accord, par dérogation aux dispositions de l'article 1195 du Code civil, si pendant la durée du Contrat, des circonstances imprévisibles ou des événements non envisagés lors de la conclusion du Contrat surviennent et en modifient significativement l'équilibre général, nous nous engageons mutuellement à nous rapprocher pour examiner ensemble leurs conséquences sur le Contrat et convenir, le cas échéant, d'en renégocier les termes afin de rétablir l'équilibre initial du Contrat. Il est expressément convenu que le juge ne pourra réviser le Contrat à la demande de l'un d'entre nous.

## Durée et cessation

35. Le Contrat s'applique aux Services quelle que soit la date de leur exécution (y compris avant la date du Contrat).
36. Le Contrat prendra fin à la date d'achèvement des Services.

Toutefois nous pourrions résilier le Contrat ou certains Services, dès notification écrite à votre attention, si nous estimons raisonnablement que nous ne pouvons pas poursuivre les Services en conformité avec la loi applicable et/ou nos obligations professionnelles, y compris les règles de déontologie, d'indépendance et/ou de conflit d'intérêts régissant les missions des Entités EY.

Si la durée du Contrat est supérieure à un (1) an, chacun d'entre nous pourra résilier le Contrat, ou certains Services, quatre-vingt-dix (90) jours après l'envoi d'une notification écrite à l'autre Partie.

37. Vous devrez nous régler l'ensemble des travaux en cours, les Services déjà réalisés, et les frais que nous aurons engagés jusqu'à la date d'effet de la résiliation du Contrat.
38. Nos obligations de confidentialité respectives définies au Contrat survivront pendant une durée de cinq (5) ans suivant la cessation du Con-

trat. Toutes les autres stipulations du Contrat qui, par nature, ont vocation à s'appliquer au-delà de la fin du Contrat survivront à cette cessation, quel qu'en soit le motif.

## Droit applicable et règlement des litiges

39. Le Contrat, et toute obligation extra contractuelle découlant du Contrat ou des Services, seront régis et interprétés selon le droit français.
40. En cas de difficulté rencontrée dans l'exécution des Services, nous nous rapprocherons pour déterminer ensemble la solution appropriée. En cas d'impossibilité de trouver un accord, vous pourrez revendiquer le bénéfice de l'article 1222 du Code civil sous réserve que notre faute ait été reconnue par décision de justice exécutoire.

**Tout différend relatif au Contrat ou aux Services sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Grande Instance de Paris, à qui chacun d'entre nous attribue expressément compétence.**

## Divers

41. Le Contrat constitue l'intégralité de notre accord concernant les Services et les autres sujets qu'il régit et il remplace tous contrats, accords et déclarations antérieurs relativement aux présentes, y compris tous accords de confidentialité fournis préalablement.
42. Chacun de nous peut souscrire au Contrat (et ses modifications) par voie électronique et chacun de nous peut signer un exemplaire différent du même document. Toute modification du Contrat ou de tout Descriptif des Services devra être conjointement convenue par écrit.
43. Chacun de nous garantit que la personne signataire, en son nom, du Contrat et de tout Descriptif des Services est expressément autorisée à signer et à l'engager selon les termes du Contrat.

Vous nous garantisiez que les entités de votre groupe ou tous autres bénéficiaires des Services seront tenus au respect des termes du Contrat.

44. Vous acceptez que nous et les autres Entités EY puissions, sous réserve des obligations professionnelles, fournir des services pour d'autres clients, y compris pour vos concurrents.
45. Aucun de nous ne peut céder l'un quelconque de ses droits, obligations ou actions en vertu du Contrat. Toutefois, vous nous autorisez à céder le Contrat à une autre Entité EY en France.

Cette cession n'affectera pas la continuité des Services et vous serez réputé en avoir pris acte par la poursuite de l'exécution du Contrat.

46. Si une quelconque disposition du Contrat (en totalité ou en partie) s'avérait être illégale, invalide ou inapplicable, les autres dispositions demeureront pleinement en vigueur.
47. En cas d'incohérence entre des clauses de différentes parties du Contrat, ces parties prévaudront dans l'ordre suivant (sauf accord exprès différent) : (a) la Lettre d'Accompagnement, (b) le Descriptif des Services applicable et ses annexes, (c) les présentes Conditions Générales d'Exécution des Services et (d) toutes autres annexes au Contrat.

Les documents composant le Contrat contiennent l'intégralité des stipulations contractuelles applicables entre vous et nous, à l'exclusion de tout autre document. Vos conditions générales d'achat, bons de commandes et/ou tout autre document de même nature ne peuvent en aucun cas nous être opposés.

Si nous concluons avec vous plusieurs contrats, ceux-ci seront divisibles les uns des autres.

48. Aucun d'entre nous ne peut utiliser ou faire référence aux nom, logos ou marques de l'autre partie sans son consentement écrit préalable.

Toutefois, vous nous autorisez à citer votre nom/dénomination, à titre de référence commerciale. Cette citation pourra être accompagnée d'une description générique des Services.

49. Les dispositions du Contrat sont stipulées au bénéfice des autres Entités EY et de toutes les Personnes EY qui sont autorisées à s'en prévaloir et qui sont réputées en avoir accepté les termes dès le premier jour où elles participent à la réalisation des Services.
50. Nous garantissons la régularité de la situation de notre personnel au regard des articles L. 3243-1, L. 3243-2, L. 3243-4, L. 1221-10 à L. 1221-13, L. 1221-15 et R. 1221-1 du Code du travail. Nous certifions en outre être en conformité avec les dispositions des articles L. 8221-1 et L. 8221-2 du Code du travail, relatifs à la lutte contre le travail dissimulé, ainsi qu'avec les dispositions du Livre II Titre II du Code du travail.
51. Les parties reconnaissent que les stipulations du Contrat, en ce compris les Conditions Générales d'Exécution des Services, ont été librement négociées et convenues entre les parties et, le cas échéant, ont fait l'objet des modifications qui figurent à la section « Dérogations aux Conditions Générales d'Exécution des Services » de l'Annexe 1 « Descriptif des Services ».